



# LE CANARD

## en furie

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche  
après l'Hôtel Terminus en venant du  
Rond point Grand Hôtel, tout droit  
jusqu'au bout de la rue.  
E-mail: [in\\_dicko@yahoo.fr](mailto:in_dicko@yahoo.fr)  
90.00.99.83 / 96.75.34.12

PRIX : 300 F

1ère Année:

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN N° 43 du 25 SEPTEMBRE 2017

72<sup>e</sup> session de l'ONU

## Les raisons du retour précipité du Président Issoufou Mahamadou



Vente d'armes

## Le Nigeria réclamerait la tête de "Petit Boubé" et consorts

Seïni Oumarou

## Les alliés de Seïni réclament leur part dans les 500 millions

DÉCLARATION DE LA COORDINATION REGIONALE DE NIAMEY DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE NIGERIEN POUR UNE FEDERATION AFRICAINE (MODEN-FA LUMANA AFRICA) A L'OCCASION DE SA RENTREE POLITIQUE

« Le Niger jadis respecté et honoré est devenu sous le règne de Issoufou Mahamadou, un État voyou dont le nom est désormais associé aux trafics de tous genres »



Lire page 4-5

# Amères vérités

**Le Niger n'est pas peuplé que de gens qui peuvent produire un relevé bancaire de 400 millions probablement mal acquis.**

Si les Nigériens ne savent pas exactement de quoi souffre actuellement Mahamadou Issoufou, ils savent au moins que l'homme vit des moments troubles, faits d'incertitudes et de doutes, d'inquiétudes et d'angoisses morbides. Après les forfaits, commis dans la plus grande tranquillité et assurance, l'heure des comptes semble arriver. S'il a touché le plafond de la complicité «hollandienne» en 2016, avec le hold-up électoral, à présent, il commence à toucher le fond de l'exaspération «macronienne». Et c'est toujours la même France ; Si elle a, un temps (sous François Hollande), souillé sa propre histoire et écorné son image de pays, terreau de la démocratie, des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, elle semble déterminée aujourd'hui à redorer son blason en refusant ce fourvoiement «hollandien» qui a énormément coûté au Niger. La démocratie en a pâti, les droits de l'homme et les libertés publiques ont été confisquées ; les ressources nationales bradées, la corruption, les trafics et les fraudes en tous genres, longtemps contenus dans des proportions négligeables et isolées, ont pris pied, l'économie, si prometteuse, a périçité, etc. Bref, Mahamadou Issoufou est à la croisée des chemins, là où l'appartenance à l'Internationale socialiste ne sert plus à rien. Là où Seuls les faits et les actes comptent, pas les discours. Il est, en un mot, face à son destin. Un destin difficile pour lui, mais certainement préférable. Pour le moment, il ne semble pas fléchir, mais il a probablement chaud, très chaud.

Son tout dernier déplacement à l'étranger restera sans doute dans les annales d'une histoire longtemps truquée et triturée par ceux-là mêmes qui ont cru qu'il suffit de faire semblant pour faire ; de discourir pour convaincre ; de falsifier pour pulvériser la réalité. Parti de Niamey pour participer à la...session des Nations unies, assortie d'une réunion de haut niveau sur le financement du G5 Sahel, Mahamadou Issoufou, qui a sans aucun doute voyagé plus que tous les présidents et chefs d'Etat nigériens réunis, écourte curieusement son séjour aux Etats Unis. Il a quitté le pays le ... puis revient, pratiquement sur la pointe des pieds, au petit matin du ... On raconte qu'il serait frustré. De quoi et par qui ? Aucune précision à ce propos. Par contre, une chose est certaine : Mahamadou Issoufou est revenu précipitamment, bien avant la fin des travaux, laissant le soin à Ibrahim Yacoubou, ministre des Affaires étrangères, de délivrer le message du Niger devant l'Assemblée nationale des Nations unies.

La vérité est amère, mais elle est bien meilleure au mensonge. Car, lorsqu'on emprunte la voie du mensonge, c'est à dire la propension à user du faux, de la corruption et de la fraude, on ne peut faire, à l'heure des comptes (les élections), que du hold-up électoral. Et lorsqu'on fait du hold-up électoral, c'est l'impasse. On passe, mais on ne passe pas. Les discours ronflants, les chiffres et statistiques tronqués, forgés dans un dessein de tromper, tombent comme des feuilles mortes, c'est à dire bonnes à être piétinés. Or, chez nous comme ailleurs dans d'autres cultures, ce qui est piétiné n'a plus aucune valeur. Ne vous faites pas d'illusions, Mahamadou Issoufou est aujourd'hui rattrapé par ses actes. Malgré le reportage pompeux des médias d'Etat, tout le

monde sait que l'homme n'a pas la crédibilité que l'on chante. Ni au Niger ni à l'extérieur. Deux faits, justement liés à son bref séjour à New York, méritent d'être évoqués.

Le premier, c'est qu'il ne figure pas sur la liste des chefs d'Etat conviés à dîner par le Président américain, Donald Trump. Et tout le monde sait, là aussi, pourquoi ceux qui ne figuraient pas sur cette liste ne l'étaient pas. Trump n'a pas sa langue dans sa poche et il l'a dit sans... : « D'aucuns racontent d'ailleurs que Mahamadou Issoufou serait parti de New York pour ne pas digérer le coup de pied de Trump. En tout cas, pour quelqu'un que les médias d'Etat présentent comme un «président» crédible et écouté à l'extérieur, il est curieux de remarquer qu'il n'ait pas fait partie de ce dîner politique hautement symbolique.

Le second, c'est que, malgré ses discours et ses théories sur la sécurité ; malgré l'engagement du Niger au Mali, Mahamadou Issoufou a été littéralement éclipsé au profit du président mauritanien qui a finalement porté la voix des cinq pays membres du G5. Un pied de nez que la rumeur publique attribuerait au Président malien, Ibrahim Boubacar, qui n'aurait pas été correct avec Mahamadou Issoufou. Bref, le voyage de New York n'a pas été un heureux déplacement pour lui.

On ne gagne pas une élection comme l'a fait Mahamadou Issoufou, en emprisonnant son challenger direct et avec des taux de participation de 99,65% à Aderbissinaat ; de 104,25% à Danet et de 131,34% à Gougaram, entre autres, et espérer continuer à parader comme si l'on avait gagné les élections à la régulière. À New York, c'est tout simplement le retour de la manivelle pour un homme qui a juré, la main sur le Saint Coran, de ne jamais travestir les aspirations de ses compatriotes et qui a déclaré solennellement, à la face du monde, que le jeu démocratique sera respecté pour ensuite perpétrer un hold-up électoral. Mahamadou Issoufou n'a visiblement plus rien à vendre et le retour de la manivelle risque d'être douloureux, très douloureux.

18 mois après ces forfaits qui ne souffrent d'aucune contestation, il est regrettable, voire choquant, de constater que Boubé Ibrahim et maître Kadri Oumarou Sanda ne sont nullement gênés de leurs performances. Au contraire, ils y tirent une satisfaction multiforme qui n'a pas besoin d'être décortiquée pour être comprise. 18 mois après ces forfaits qu'ils ont largement favorisés avec l'arrêté autorisant le vote par témoignage, ils viennent de déposer, enfin, le «rapport» de leur travail. Et à vrai dire, il est plus convenable de parler d'une compilation de documents liés à l'organisation des élections qui ne saurait prendre plus de dix jours, au maximum. Un véritable déni de la réalité, ce rapport de la Ceni ! Un déni qui vient s'ajouter à ce forcing de Mahamadou Issoufou, vu désormais sous son vrai jour.

Le faux peut faire diversion pendant un temps. Et le Niger, malgré tout, se relèvera de ces coups de poignard de certains de ses fils égarés. Car, il n'est pas peuplé que de gens qui peuvent produire un relevé bancaire de 400 millions. Probablement mal acquis.

## 72<sup>e</sup> session de l'ONU

### Les raisons du retour précipité du Président Issoufou Mahamadou

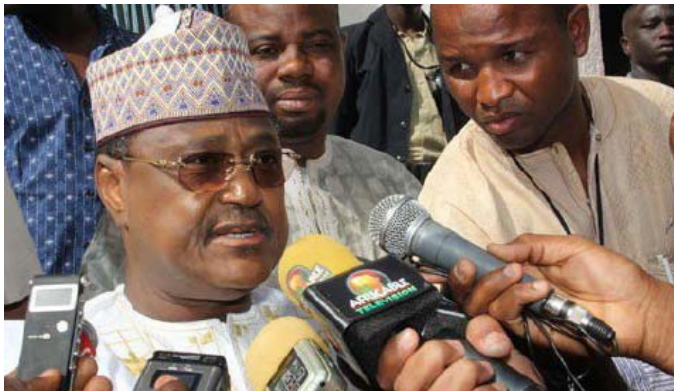
Selon une source digne de foi, le retour du Président Issoufou Mahamadou aurait été précipité pour trois raisons : la première raison est que certains chefs d'Etat africains démocratiquement élus auraient contesté la nomination du Président Issoufou parmi les dirigeants choisis pour une nouvelle réforme de l'Onu. La deuxième raison avancée serait liée à la répression totale des opposants et des acteurs de la société civile, à la liberté d'expression. Mahamadou Issoufou serait qualifié par ses pairs africains de dictateur. La troisième raison serait l'invitation du Président américain, Donald Trump, qui ne voulait voir aucun chef d'Etat africain qui n'a été choisi par son peuple. Selon toujours nos sources, la conviction acquise à l'extérieur est que le Président Issoufou Mahamadou et sa CENI s'est donné 92% des voix pour se faire réélire comme président de la République pour un second mandat de cinq ans. Selon toujours nos sources, il y aurait des dirigeants africains, européens et d'ailleurs qui, à l'heure actuelle, chercheraient les voies et moyens de retirer le nom du Niger sur la liste des pays sollicités pour une réforme des Nations Unies. Des chefs d'Etat africains auraient été dans tous leurs états quand ils avaient vu le Président Issoufou Mahamadou aux côtés du Président Trump et du Secrétaire général de l'ONU. Voilà en gros ce qui explique le retour précipité de Mahamadou Issoufou, le mercredi 20 septembre 2017, aux environs de 9 heures du matin.

Arouna Y.



**Seïni Oumarou**

### Les alliés de Seïni réclament leur part dans les 500 millions



Selon une source bien informée, Seïni Oumarou aurait rejoint la majorité présidentielle simplement parce qu'il était complètement paumé, sans un sou, criblé de dettes. Aujourd'hui, ces 500 millions par an qui lui ont été généreusement offerts par Mahamadou Issoufou, lui servent à payer ses créances et à faire face au quotidien. Une misère, en somme ! Les alliés du Mnsd Nassara ne seraient pas d'ailleurs du tout contents, arguant qu'ils ne gagnent rien avec cette alliance. C'est une des raisons qui ont poussé le président Bachar à claquer la porte, quelques semaines après le ralliement du Mnsd Nassara à la mouvance au pouvoir. Selon nos sources, les alliés actuels du Mnsd Nassara, qui tireraient le diable par la queue, seraient divisés actuellement. Il y a ceux qui veulent aller rejoindre le Président Mahamadou Issoufou pour pouvoir joindre les deux bouts comme dirait l'autre ; et les autres qui seraient en train de réfléchir sur un éventuel point de chute.

Arouna Y.

**Vente d'armes**

### Le Nigeria réclame-rerait la tête de "Petit Boubé" et consorts

Selon des sources bien informées, le Président Muhamed Buhari du Nigeria aurait réclamé la tête de Boubacar Hima dit "Petit Boubé" dans l'affaire de vente d'un hélicoptère et d'autres armes au gouvernement de l'ancien président nigérian, Goodluck Jonathan. Une inspection d'Etat aurait été envoyée pour des investigations sur certaines dépenses du ministère de la Défense du Niger. Mais elle aurait buté à des oppositions et obstacles de taille. À ce jour, l'inspection n'ayant jamais réussi à faire son travail, certains ont vite fait de déduire que "petit Boubé" n'était pas seul dans cette fumeuse affaire. Récemment, le Président Mahamadou Issoufou aurait envoyé un émissaire auprès de son homologue du Nigeria pour trouver les voies et moyens pour un règlement définitif de cette affaire de vente d'armes à l'armée nigériane par "petit Boubé".

A. Y.

DÉCLARATION DE LA COORDINATION REGIONALE DE NIAMEY DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE NIGERIEN POUR UNE FEDERATION AFRICAINE (MODEN-FA LUMANA AFRICA) A L'OCCASION DE SA RENTREE POLITIQUE

## « Le Niger jadis respecté et honoré est devenu sous le règne de Issoufou Mahamadou, un État voyou dont le nom est désormais associé aux trafics de tous genres »

**Nigériennes, Nigériens, Chers Concitoyens de la Région de Niamey,**

La Coordination Régionale de Niamey du MODEN FA LUMANA AFRICA, réunie en Conférence Régionale ce dimanche 24 septembre 2017, fait la déclaration dont la teneur suit consacrant sa rentrée politique de l'année 2017.

Depuis le coup d'État électoral de l'année 2016, le régime de Issoufou Mahamadou a érigé la corruption, l'enrichissement illicite, l'impunité, l'injustice sociale, le népotisme, l'économie criminelle en mode de Gouvernance mettant ainsi le pays à genoux.

Issoufou Mahamadou est en train de sacrifier le devenir de tout un peuple en voulant juste satisfaire la boulimie financière d'un clan mafieux sur l'autel des démagogues et des mensonges d'États. La gouvernance Guri est ponctuée de turpitudes, de bévues économiques et de déchéances de nos valeurs.

Notre pays a renoué sous l'impulsion de la gouvernance du PNDS TARRAYA avec les soubresauts des tensions politiques et l'angoisse des lendemains incertains.

Pour se maintenir au pouvoir, malgré son illégitimité, TARRAYA entraîne inévitablement notre nation dans un déclin social et économique sans précédent, car les hommes et les femmes qui dirigent le pays, ont fait le choix délibéré de privilégier leurs intérêts personnels au détriment du bien commun.

Une des pratiques la plus tragique dans la gestion en cours concerne le surendettement vertigineux de notre pays par des prêts irréguliers et intempestifs et à tour de bras. Depuis 2014, les salaires sont payés à travers des prêts bancaires et autres subterfuges dont la grande conséquence est l'aggra-

vation d'une crise économique et financière aigue à laquelle seules les grandes institutions de l'État providence semblent échapper.

Paradoxalement, la loi de finance 2017 ampute de moitié les allocations des secteurs sociaux de base, gèle les recrutements et les investissements au nom de la rareté des ressources.

Pendant ce temps, il est permis de constater une amélioration substantielle des fonds politiques du Chef de l'État, du Président de l'Assemblée Nationale et du Premier ministre.

Pire, la rareté des ressources n'a pas empêché à Issoufou d'allonger son Gouvernement pour satisfaire ses engagements électoraux, au détriment du bien-être général. La mauvaise gestion passe à un stade encore plus grave et préjudiciable pour notre pays lorsque les ressources pour lesquelles le régime a hypothéqué pendant longtemps la production de pétrole, sont investies dans la construction d'ouvrages superflus et exagérément surfacturés à dessein.

**Issoufou est incapable de gouverner, de bien gouverner.**

Les faits sont là, têtus, intangibles, à la portée de tous. Aujourd'hui, un gouvernement pléthorique et inefficace, composé de plus de quarante-cinq (45) Ministres est couplé à une administration incompétente et corrompue.

Les agents de l'État se complaisent dans une inactivité flagrante qui n'est pas étrangère à la politisation à outrance dans laquelle nous entraîne le régime depuis plus de six (6) ans.

Il est également incapable parce qu'enrobé dans un programme plagiaire dit de « renaissance », son bilan est manifestement catastrophique et génère frustrations et



mécontentement général.

**Comme tout le monde le sait, désormais, le régime de Issoufou a lamentablement échoué.**

Par motif de conscience la Coordination Régionale du MODEN FA LUMANA AFRICA de Niamey demande au Bureau Politique Natio-



nal d'engager une lutte implacable pour sauver le Niger du naufrage dans lequel l'entraîne l'oligarchie usurpatrice du pouvoir. Ce d'autant plus que, notre pays est victime d'une dérive majeure de la gouvernance fondée sur les deux (2) poids deux (2) mesures. L'existence dans un même pays de citoyens justiciables et d'autres qui sont au-dessus des lois. De l'existence d'hommes et de femmes qui ont droit à tout, pour qui toutes les facilités et tous les privilèges d'un accès aux ressources sont

garantis et d'autres concitoyens pour lesquels tout est mis en œuvre pour les confiner à la pauvreté et à la misère.

Sur le plan institutionnel, la démocratie et la république sont piétinées et les droits humains bafoués. Le système judiciaire est gravement exploité par le pouvoir exécutif au détriment de ceux qui

ne pensent pas comme eux. Une justice à double vitesse est instituée et généralisée. Quelques voleurs de pain sont emprisonnés tandis que les voleurs des milliards de l'État sont protégés par le parapluie de Issoufou Mahamadou. Ils se pavanent comme si de rien n'était. Le même système judiciaire est mis à profit pour embastiller des Nigériens innocents de tout crime, Nigériens injustement victimes de leur désaffection pour le système du « Gury ». Combien sont-ils en prison pour

des chefs d'accusation aussi fallacieux que ridicules ? Combien ont été emprisonnés durant des mois et des années pour moins que rien.

Comment comprendre la crédibilité d'un système judiciaire qui vous détient quelques-uns pour un « oui » ou pour un « non » et qui reste largement bienveillant pour les nombreux partisans de Issoufou Mahamadou, régulièrement empêtrés dans les scandales à répétition : détournement de deniers publics, trafic de drogues, fraude aux concours etc.

Le système judiciaire est caporalisé, enfantant ainsi cette justice à double vitesse qui embastille les opposants, les acteurs non soumis de la société civile, les journalistes ayant refusé l'endocritinement de la part de guri, puis légitime les crimes gravissimes de tous ceux qui soutiennent le régime.

Nombre de militants du MODEN-FA LUMANA AFRICA et d'autres Nigériens croupissent en prison sans raison tandis que chaque jour des grosses personnalités du régime sont épinglées dans des pratiques corruptives et mettent au défi la justice nigérienne.

Les auteurs de détournements de deniers publics, de trafics de drogues et d'autres fraudes aux différents concours sont promus à de hautes fonctions au cabinet de Issoufou Mahamadou au lieu d'être sanctionnés. Dans le même temps, de paisibles citoyens sont inquiétés et arbitrairement incarcérés. Comment ne pas avoir une pensée à nos militants BAKARI SEYDOU, IDE KALILLOU et MALA ARI.

**Pourquoi cette même justice prompte à s'autosaisir, ne fait-elle pas preuve du même zèle pour traiter le cas des barons du régime qui agissent au vu et au su de tout le monde.**

Au plan social, le chaos est au rendez-vous. L'école nigérienne est à terre. Maîtres et élèves ne savent plus à quel saint se vouer. Ils sont quasiment dans l'errance, pendant que les chefs d'établissements « se la coule douce » en procédant à un recrutement paral-

lèle d'élèves à Niamey. Comment envisager l'année académique 2017-2018 lorsque le gouvernement engage avec les enseignants un bras de fer stérile et enfantin qui rompt le dialogue et la négociation ? Les services de santé sont désertés faute de médicaments et de matériels techniques appropriés. Quant aux médecins spécialistes, le gouvernement de Issoufou Mahamadou reste sourd et muet face à leurs légitimes revendications depuis plusieurs années.

**Nigériennes, Nigériens, mes chers concitoyens de la région de Niamey,**

Le mercredi 9 août 2017, le régime concasseur de la démocratie avait pris la décision de dissoudre les seuls conseils élus de Niamey par décret pris en conseil des Ministres. Pourquoi donc cette discrimination ? Pourquoi guri s'acharne-t-il sur la population de Niamey ? La démarche de Issoufou et son clan ne s'apparente-t-elle pas à un désir de vengeance, à une épuration stalinienne programmée de la ville de Niamey ?

C'est vrai que Niamey n'a pas voté et n'a pas choisi Issoufou Mahamadou. Mais était-ce une raison pour en vouloir à la population de Niamey ?

Le déguerpissement sauvage des commerçants perpétré dans la ville de Niamey avec là aussi des injustices flagrantes au bénéfice des parents, amis et connaissances des princes qui nous gouvernent ne procède-t-il pas de ce désir de se venger de la prétendue « gnala rebelle » ?

Aussi aveuglés que vous soyez messieurs les guristes par votre rêve de vous emparer de la capitale, retenez une fois pour toutes et pour votre gouverne que Niamey est et demeure l'une des forteresses du Parti de HAMAAMA-DOU.

**Nigériennes, Nigériens, Chers Concitoyens de la Région de Niamey**

La gravité de la situation commande l'Union sacrée de toutes les forces vives de la Nation pour



sauver ce qui reste de notre cher pays. Face à cette situation sociopolitique et économique désespérante, les Nigériens éprouvent un immense sentiment de frustration et de lassitude. Les Nigériens sont fatigués.

Ils sont fatigués de se voir dirigés par une clique de dirigeants pour le moins irresponsables et insensibles à leurs douleurs.

**Les Nigériens sont fatigués de ces affaires interminables qui discréditent notre pays.**

Bien sûr, pendant ce temps où se joue la démolition de ce qui nous

pays. Le Niger jadis respecté et honoré est devenu sous le règne de Issoufou Mahamadou, un État voyou dont le nom est désormais associé aux trafics de tous genres. C'est pourquoi, la Coordination Régionale de Niamey du MODEN FA LUMUANA AFRICA en appelle à son Bureau Politique National pour œuvrer à obtenir le sursaut des forces vives de la Nation pour qu'elles redoublent de vigilance au regard de la gouvernance. Nous n'avons droit ni au silence, ni à la passivité. Tous les Nigériens épris de progrès doivent s'engager dans le combat ultime pour le retour de la Démo-



reste comme État et souveraineté, c'est le silence total consacrant l'impunité extrême et l'enthousiasme éhonté du régime qui se dit que dès lors que les élections de 2016 ont été volées sans conséquences, tout lui reste dorénavant permis : après le passage en force, la gouvernance par la force. Ils continueront à piller l'État, à arrêter ceux qui se plaindront ; ils continueront à exercer la corruption, la concussion, les passe-droits et autres déviations contraires à la loi fondamentale de notre

cratie et de l'État de droit dans notre pays. La Coordination Régionale de Niamey assure son Bureau Politique National et le FRDDR de la disponibilité permanente de ses militantes et militants, sympathisantes et sympathisants ainsi que toutes les Nigériennes et tous les Nigériens épris de paix et de progrès, pour ce combat ultime contre le régime usurpateur jusqu'au retour de l'ordre constitutionnel normal. Il y va de la survie même de notre chère nation.

Niamey, le 24 septembre 2017

Gestion de la SOCOGEM

# Un audit s'impose

## VII. Révision des loyers :

NB : il ya lieu de noter que tous les membres du comité étaient unanimes pour cette révision à la hausse vu le temps que ses loyers sont restés stationnaires sauf les trois représentants des commerçants du Grand Marché qui n'ont pas adhéres à ce point. Malgré l'insistance du Comité, S les délégués des commerçants ont refusé d'emmener des propositions contraires et après un long débat le comité a retenu trois propositions qui seront soumises au Ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé pour appréciation et disposition à prendre dans les meilleurs délais afin de permettre à la SOCOGEM de souffler. Il s'agit de :

### 1. Pour les loyers des boutiques

#### Première proposition :

a) L'application des propositions de la SOCOGEM pour l'augmentation des frais de location des boutiques :

DESIGNATION	NOMBRE	TARIFS MENSUELS
Boutique de 8 m2	931	40.000 FCFA
Boutique de 12 m2	642	60.000 Fcfa
Boutique de 16 m2	290	80.000 FCFA
Extension boutiques	31(232,6m2)	5.000 FCFA/m <sup>2</sup>

L'on se souvient, après l'incendie qui a ravagé le grand marché de Niamey en 1982, la première idée était de moderniser ce grand patrimoine du pays. C'était, bien sûr, du temps du patriote Seyni Kountché. Et il avait réuni tous les grands commerçants de l'époque autour de lui. Maintenant que l'Etat a fini la construction de ce marché, vous êtes les principaux actionnaires, cela veut dire que la gestion de ce joyeux vous revient de droit. Désormais, le gouvernement n'aura aucune mainmise sur le grand-marché, sa gestion est dans vos mains, leur avait-il dit. Le gouvernement n'interviendra qu'en cas de problèmes particuliers, précisait le chef de l'Etat. Selon nos sources, depuis que la politique s'est immiscé dans la gestion de ce centre commercial, il n'y a eu qu'une et une seule inspection d'Etat en 2010. Pourquoi depuis des décennies avec les différents régimes qui se sont succédés il n'a jamais été question d'auditer la gestion de ce bien public avant et après 2010 ? Pourquoi c'est aujourd'hui seulement que l'on cherche des poux sur des crânes rasés, qu'on affirme que la Socogem (Société de gestion des marchés, administratrice du Grand-marché) est en faillite ? Il faut chercher rapidement une solution, sinon le grand-marché de Niamey risque de se retrouver lui-même sur le marché.

Selon des informations dignes de foi, il y a au moins huit délégués des commerçants au sein du conseil d'administration du grand marché. Parmi ces délégués, il y a toutes les catégories : vendeurs de tissus, vendeurs de chaussures, vendeurs de colas, bouchers, vendeurs de pos-

tes radios et télévisions, tailleurs, vendeurs de condiments. Ils ont créé une association dénommée Association des délégués des commerçants des marchés du Niger. Parmi tous ces délégués, il y a un qui s'est autoproclamé président des délégués de tous les commerçants des marchés du Niger, il a surpassé le président des délégués des commerçants du grand marché qui répond au nom de Doudou.

Comment comprendre qu'un délégué des vendeurs de radios et télévisions puisse parler au nom des bouchers, vendeurs de condiments, de tissus etc. ? Comment quelqu'un qui dit n'avoir aucun lien avec la Chambre de commerce du Niger et qui dit ne rien avoir avec les syndicats, refuse-t-il d'aller négocier avec la justice ? Pourtant ce même personnage que certains commerçants appellent « usurpateur » a envoyé des correspondances aux différents syndicats le lundi 9 septembre 2017 pour demander un soutien contre le rehaussement des frais des loyers que la Socogem leur impose au Grand-marché. Il y a un paradoxe quelq part. Concernant les loyers des différentes boutiques du Grand-marché de Niamey, rappelons qu'en 1987 les commerçants auraient rencontré le Président Ali Saïbou par rapport aux prix des loyers des boutiques. Le Général Ali aurait demandé à la Socogem d'appliquer 50% des tarifs de l'époque. C'est ainsi que la boutique qui était louée à 12.720 Fcfa s'est retrouvée à 6.320 Fcfa. Aujourd'hui suite à une faillite déclarée, la première proposition de la Socogem pour les frais de location de ces boutiques est suivante :

Une boutique de 8 m<sup>2</sup>, dont le nom-

boutiques de 16m<sup>2</sup> dont le nombre de boutiques est de 290 à 80.000 Fcfa/boutique et enfin l'extension des boutiques de 232,6 m<sup>2</sup> dont le nombre de boutiques est de 31 à 5.000 Fcfa/m<sup>2</sup>.

Pour la deuxième proposition de la Socogem, la même surface, le même nombre de boutiques les tarifs sont, respectivement, de : 25.000 Fcfa, 37.000 Fcfa, 50.000 Fcfa et 3.125 Fcfa.

Après une investigation l'affaire du Grand-marché de Niamey est portée devant les tribunaux. La justice a appelé les différents délégués des commerçants au tribunal pour chercher une solution et sauver ce patrimoine commun. Le soi-disant président des délégués aurait demandé aux commerçants de ne pas répondre à l'appel de la justice.

Un comité de réflexion sera mis en place. 14 sages du Grand-marché feront partie de ce comité qui aura la charge de rencontrer le ministre de tutelle et la Chambre de commerce mais sans les délégués des commerçants du grand marché.

Selon nos sources certains de ces délégués sont prêts pour la liquidation du grand marché, car ils n'ont rien à perdre, ils préfèrent prendre des commissions que de défendre les commerçants. En un mot ils visent leurs seuls intérêts égoïstes, un point c'est tout. Pour toutes ces raisons évoquées, les syndicats de la région de Niamey doivent poursuivre le combat en leur sein en mettant hors état de nuire les individus égoïstes qui ne visent qu'à compromettre les intérêts du grand nombre au profit de leurs profits particuliers.

AY

#### Deuxième proposition :

b) Un abattement de 37,5% des tarifs proposés par la SOCOGEM :

DESIGNATION	NOMBRE	TARIFS MENSUELS
Boutique de 8 m2	931	25.000 FCFA
Boutique de 12 m2	642	37.500 Fcfa
Boutique de 16 m2	290	50.000 FCFA
Extension boutiques	31(232,6m2)	3,125 FCFA/m <sup>2</sup>

#### Troisième proposition :

c-1) Une augmentation de 25% des loyers initiaux de 1987 de Juillet à Décembre 2013 aux prix payés actuellement soit :

DESIGNATION	NOMBRE	PRIX INITIAL DE 1987	PRIX ACTUEL	TARIFS MENSUELS
Boutique de 8 m2	931	12.720 Fcfa	16.320 Fcfa	9.500 FCFA
Boutique de 12 m2	642	19.080 Fcfa	23.850 Fcfa	13.295 Fcfa
Boutique de 16 m2	290	25.440 Fcfa	31.800 Fcfa	19.000 FCFA

c-2) A partir de janvier 2014, revenir sur les loyers initiaux de 1987.

DESIGNATION	NOMBRE	PRIX INITIAL DE 1987	PRIX ACTUEL	TARIFS MENSUELS
Boutique de 8 m2	931	12.720 Fcfa	6.320 Fcfa	12.720 Fcfa
Boutique de 12 m2	642	19.080 Fcfa	9.480 Fcfa	19.080 Fcfa
Boutique de 16 m2	290	25.440 Fcfa	12.640 Fcfa	25.440 Fcfa

### 2. Pour les loyers des boutiques aux halles, sols et kiosques :

Le comité propose l'application des mêmes taux que ceux des loyers des boutiques qui seront retenus.

NB : Une fois acceptés, tous ces tarifs connaîtront une augmentation de 10% tous les deux (02) ans.

### 3. Pour les blocs sanitaires :

Le comité propose à la SOCOGEM de ramener le prix de location des blocs sanitaires de 300.000 FCFA à 225.000 FCFA dans la mesure du possible jusqu'à la fin du contrat. Faire des nouveaux contrats à partir de Janvier 2014.

9

# Les douleurs de l'amitié

La mouvance au pouvoir est un ramassis de partis politiques hétéroclites, opportunistes qui n'ont jamais su mettre en avant les intérêts du Niger, si ce n'est les positions de confort que chacun pouvait avoir dans le partage qui les tient dans le mariage politique, souvent forcé que les socialistes ont scellé avec tous. Il s'agit d'une structure composite d'hommes et de femmes, arrivistes et prébendiers, qui ne voient partout que l'argent facile, l'embourgeoisement rapide aux frais de la princesse. Une vraie association de malfaiteurs, sinon d'intérêts concurrents qui a fini par ruiner l'Etat, diviser ses membres, et générer dans les entrailles du pouvoir une nouvelle bourgeoisie comprador à cols blancs, insouciante et assez vorace qui n'a jamais su se satisfaire de son butin pour continuer même dans l'austérité à conserver leurs privilèges, quand le gouvernement essoufflé et incapable, tâtonne et cherche vainement, par des voies détournées, souvent lâches, par lesquelles, il veut se libérer de certaines charges dont il avait pourtant été celui qui les a portées à un tel seuil de non soutenabilité, poussé par ses vanités et son amateurisme, son populisme débridé et ses arrogances calculées. Ce n'était donc pas un mariage de raison, mais de calculs. La MRN rassemblait des parvenus qui oubliaient leur pays, et qui servaient sans discernement des hommes et leur système hideux qui a aujourd'hui plongé le pays dans le trou noir, et dans l'incertitude. Et depuis qu'ils gouvernent ensemble, guidés par leur gloutonnerie ostentatoire, ils ne sont retrouvés qu'au cœur de scandales qui les ont davantage discrédités.

Mais le péché de la Renaissance n'est pas que d'ordre économique. Politiquement, leur gestion est des plus hasardeuses, commandée par la vendetta et le cynisme, la brutalité et des haines cumulées pendant des années de marginalité. C'est ainsi que les journalistes bavards, les acteurs

de la société civile libre et les payans ont connu les exactions les plus iniques, les humiliations les plus impardonnables, les persécutions léonines les plus barbares. Mais ceux-là ont choisi leur camp et ont assumé leurs choix. Adviennent que pourra...

Mais ce que l'on comprend le moins, c'est ce sort réservé à des alliés politiques qui, même encore avec le pouvoir, sont marginalisés, tenus souvent à distance des grandes décisions de socialistes qui ne peuvent faire confiance à personne, pas même à des amis. Les alliés au sein de la MRN sont anxieux depuis qu'ils partagent la gestion du pouvoir, en ne tenant que la responsabilité de la périphérie du pouvoir, et ils sont douloureux, mais bien incapables d'avoir le courage du divorce. Depuis quelques jours, un Ladan Tchana, vit en réclusion, presque devenu un marron, il cherche à vivre son indépendance d'esprit mais des peurs semblent l'habiter, et retranché dans ses calculs et ses hésitations, il semble ne plus savoir, l'espace asilaire qui peut le mettre à l'abri de vexations et d'humiliations déjà de trop pour lui-même et pour ses militants. Ils sont aujourd'hui nombreux, au sein de la mouvance à ne plus avoir le cœur à l'œuvre au sein de la Renaissance, mais personne d'entre eux, ne peut affronter des partenaires qui n'ont pas d'état d'âme à blesser un autre car, ingrats et qui ne peuvent se rappeler les moments où certains, trahissant leurs familles politiques, sont allés leur faire plaisir en les soutenant contre leurs partis politiques dont ils ont refusé de respecter les mots d'ordre. Pour certains analystes, partis pour manger avec les camarades dont ils savent la prédation démesurée, ils se sont laissés piégés, quand, feignant de les voir et fermant l'œil sur leurs concussions et autres abus, personne de ces alliés, pour s'être compromis dans sa gestion, ne peut, même blessé, fulminer et extérioriser ses rancœurs, ses malaises. Ainsi, sont-ils presque devenus

comme cette hyène des récits épiques de Djado Sékou, devenue aveugle, qui, pour n'avoir pas eu de bons rapports avec les bergers du village, ne peut y revenir pour se sécuriser sachant le mal qu'elle a fait, et ne peut aussi continuer à vivre en brousse quand elle ne peut plus voir pour se défendre, et dans sa position de dilemme tout autre choix reste pour elle périlleux.

Ils sont donc obligés de ruminer leur mal-être dans une alliance où ils sont pris au piège de leur envie de manger lorsque leur désir de se réaliser les a poussés à bafouer leur propre dignité. Qu'il s'agisse d'un Abdou Labo, aujourd'hui derrière les barreaux, victimes de ses naïvetés et de son manque de prévenance, trahi et condamné, avec un honneur détruit et un avenir politique ravagé, ou d'un Cheffou Amadou gravement silencieux, quand après ses imprudences politiques, perdu et dérouter, il ne voit plus aucun chemin pour avancer, ou d'un Seïni Oumarou, peu lucide politiquement et qui a choisi de précipiter sa déchéance politique sur le festin d'un repas rose copieux qu'on lui a délicatement assaisonné et servi pour l'enivrer et l'étourdir pour calmer les colères d'une faim insupportable après le temps des luxes qui a peu duré finalement, ou d'un Ladan Tchana qui peut croire qu'il a encore à gagner en évitant aux siens la prison quand ils ont mal géré et tenter de survivre politiquement sur un tel chantage dérisoire. Il faut croire que les hommes politiques nigériens n'ont ni vision, ni ambition et le ventre pour tous, reste le centre de décision qui ne considère malheureusement que l'individu. Peut-on prétendre faire de la politique en suivant un idéal quelconque, quand on s'acharne à défendre et à protéger des indélicats, des hommes qui ont participé au pillage de l'Etat ? Pourquoi un autre ne doit pas aller en prison quand d'autres sur qui ne pèsent que des accusations fallacieuses, sont oubliés dans les goulags de la renaissance ?

Sous, les tropiques, au nom des copinages et du clientélisme, il est difficile d'être un homme juste.

La MRN, tient désormais à un fil mince qui, grignoté par des rapaces qui ne sont obnubilés que par le gain facile et fragilisé par la rouille du temps, menace de casser et de faire exploser un cocktail explosif corsé par le mélange épars qui la compose. Le mouvement pour la renaissance du Niger marche depuis des années sur des douleurs et l'on peut comprendre que ceux qui gèrent avec les camarades ont aussi détourné et volé avec eux, et ne peuvent jamais être braves à casser la corde et à rompre leur alliance de peur d'être rattrapés par des alliés qui, même lorsqu'on n'a rien fait, peuvent en inventer pour accuser tout homme qui refuse de les suivre aveuglément. Au même moment, les maîtres à penser du Pnds Tarayya ont peur d'offusquer davantage des alliés qu'ils savent sur le point de craquer pour laisser s'effondrer le mur fragile de la Renaissance. On peut ainsi comprendre pourquoi, le remaniement annoncé depuis des semaines par la presse tarde à voir le jour car, les impératifs qui devraient fonder ce remaniement, à savoir la réduction de la taille du gouvernement et le profil des ministrables pour un souci d'efficacité, peuvent davantage renforcer les frustrations au sein d'une MRN malade de ses contradictions et de ses incompatibilités. S'il fallait aller dans cette logique pour «enfanter» ce nouveau gouvernement, il va sans dire qu'il faudra congédier certains ministres sur lesquels repose le ciment de l'alliance et il ne peut qu'être impossible de contenter tout ce beau monde qui encombre le sérail du pouvoir. Mettre en place un tel gouvernement ne peut que causer des problèmes à la renaissance, plus qu'il n'en résolve.

La MRN vit des temps d'incertitude et de malaise profond.

Jusqu'à quand, survivra-t-elle à ses malaises ?

A.I

Atelier de consultation nationale sur les ODD au Niger

# La GIRE, un programme vital

**Un atelier d'évaluation du degré de mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau GIRE (ODD 6.5.1) au Niger s'est tenu dans une salle de conférence de Africa Hall sous la présidence du Secrétaire Général du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement et de plusieurs participants venus de l'intérieur du pays ainsi que les représentants des différents ministères concernés par la question.**

**Dans son message de bienvenue aux participants à cet atelier, le président du PNE partenariat national en eau du Niger a tout d'abord remercié leur participation massive avant de leur souhaiter un bon séjour à Niamey. Il a aussi salué l'apport inestimable des bailleurs de fonds dans le financement de cet atelier d'évaluation de mise en œuvre de la GIRE, sans oublier le chargé du projet Mékrou.**

L'eau est la ressource la plus importante pour l'humanité. Au Niger, heureusement, la nature nous a bien doté d'eau. Le fleuve Niger, l'un des plus importants de l'Afrique, traverse le pays sur plusieurs centaines de kilomètres. Nous avons également le lac Tchad qui longe nos frontières Sud ainsi que des nappes d'eau non négligeables. Cependant, comme les autres ressources naturelles, l'eau est aussi tarissable d'où la nécessité de la préserver, de la gérer avec parcimonie. Cela, notre pays l'a bien compris pour avoir déployé tout un arsenal juridique en vue d'une meilleure gestion des ressources en eau. « Notre pays, le Niger, a adhéré dès la Conférence des Nations Unies pour l'Eau et l'Environnement, tenue en janvier 1992, au processus de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Il a depuis lors engagé des réformes du secteur de l'eau parmi lesquelles on peut citer entre autres :

.Le schéma Directeur de mise en valeur et de Gestion des Ressources en Eau définissant les Unités de gestion des Eaux suivant les délimitations des bassins hydrologiques et hydrogéologiques a été révisé et adopté en 2001 ;

.Les documents de politique et stratégiques pour l'Eau et l'Assainissement ont été adoptés en 2001 ;

.Des projets pilotes d'expérimentation de la mise en œuvre de l'approche GIRE ont été conduits à partir de 1999, dans les Unités de gestions de l'Eau (UGE) du fleuve Niger – Liptako et des Goulbi Tarka ; .La loi portant sur le Code

de l'Eau qui consacre l'approche GIRE comme fondement de toute action de développement a été élaboré et adopté en 2010 ... » dira le **Secrétaire général du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement**. Les efforts ne se sont pas stagnés à ce niveau, les autorités de la 7<sup>ème</sup> République ont poursuivi dans la même dynamique : « Le Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE Niger) a été élaboré et adopté en mai 2017 ;

.Un Programme Sectoriel Eau Hygiène et Assainissement (PROSHA) sur les ODD 6 est élaboré et adopté en mai 2017 ;

.La phase de mise en œuvre du PANGIRE vient de démarrer avec la création par le gouvernement, ce vendredi 15 septembre 2017, du Secrétariat Permanent chargé

de la mobilisation des financements et du suivi-évaluation des actions du PANGIRE. »

**L'atelier d'évaluation du degré de mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau GIRE** vient donc conforter les actions du gouvernement dans la préservation des ressources en eau. C'est sans doute pourquoi le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement y place un intérêt particulier : « notre atelier d'aujourd'hui, qui regroupe l'essentiel des acteurs de tous ces processus au Niger, devra nous permettre de faire une évaluation du chemin parcouru dans la mise en œuvre de l'approche GIRE, ODD 6.5.1. (...) Au vue des compétences réunies, je ne doute point un seul instant que le présent atelier nous permettra de faire une évaluation pertinente du Niger en ce qui concerne la mise en œuvre de l'ODD 6.5.1.

»

Dans ce combat, le Niger n'est pas seul. Il sait pouvoir compter sur les organismes internationaux dont l'ONU-Environnement. Celui-ci inspire à bon escient les institutions nigériennes en charge de la question : « la méthodologie indiquée par l'ONU-Environnement nous in-

cite à être critique et rigoureux dans l'analyse et la détermination du niveau des indicateurs ».

D'autres partenaires soutiennent le Niger dans cette lutte, et ils sont remerciés par les autorités compétentes pour leurs énormes efforts. « Pour terminer mon propos, permettez-moi une fois de plus d'adresser mes vifs remerciements et mes encouragements au Partenariat National de l'Eau du Niger (PNE-Niger), au Partenariat National de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest (GWP-AO) et l'ONU Environnement pour leur précieuse contribution à l'organisation de cette rencontre.

Sur ce, en souhaitant plein succès à nos travaux, je déclare ouvert l'atelier d'évaluation du degré de mise en œuvre de la GIRE (ODD 6.5.1) au Niger.»

Cet atelier **d'évaluation du degré de mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) vient comme un coup de fouet donné à un cheval déjà en pleine course. Ceci, pour dire qu'il permettra de corriger les insuffisances et de donner un nouvel élan à la mise en œuvre de la GIRE. L'eau, c'est la vie. Nous avons le devoir d'en prendre soin pour notre propre survie et celle des générations futures.**

Arouna Yacouba

## Mariage

### M.S.A.S

Kourgueni Lihida à Bawada Guida, Bourtou,

Matankari, Doutchi et Niamey ;

Tassaou Gaoh Lihida à Doutchi, Matankari et Niamey ;

Sani Leylaba Lihida à Bozoarawa, Doutchi, Matankari et Niamey ;

Elh Amadou Sara Leylaba à Bozarawa, Doutchi, Niamey et Maradi.

### A.S.H.S

Honorable Amirou Mohamed Harouna Sidikou chef de Canton de Kouré et grande famille Amirou Kouré à Kouré, Sébéri, Niamey et Canada ;

Honorable Wonkoye Tinni Sidikou chef de Canton N'dounga à N'dounga ;

Feu Adama Kassoum Commissaire de police à Niamey ;

Mahamane Garba à Niamey ;

La grande famille Mahamadou Gourouza à Niamey, Liboré et Belgique.

Toutes ces familles ont la joie de vous faire part du mariage de leurs enfants.

**Mr MOUTARI SEYDOU ELH AMADOU SARA**

Avec

**Mlle AMINATA SOULEY HAROUNA SIDIKOU**

*Les cérémonies religieuses auxquelles vous êtes cordialement invités auront lieu Inch'Alla, Le Samedi 30 septembre 2017 à 08H au domicile de l'honorable Amirou Kouré sis au quartier Koubia à Niamey. La semaine traditionnelle se déroulera le même jour chez le jeune marié à Niamey, au quartier Boukoki, ancien immeuble de la radio Touraki (deuxième virage à gauche après la station Ader)*

## Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

### Directeur de publication

**Arouna Yacouba**

**99.34.21.99**

### Directeur Commercial

**Inoussa DICKO**

**E-mail : in\_dicko@yahoo.fr**

**90.00.99.83 / 96.75.34.12**

### Conception & Composition

**Le Canard en furie**

**Tirage: 1000 Exemplaires sur**

**Les presses de la G.I.N**